

• 1155

Our report is going to be the same thing because we have found exactly what you are saying. We found one community that was spread on a road around an entire bay. My God, the cost of service to that place, with 300 or 400 people on it spread out over 3½ miles—it's just a terribly expensive thing. Yet they really should have the right to oil heat and electric lights and running water. But if you get some others who are willing to live 50 feet apart from one another, the same dollars per home certainly will go an awfully lot farther.

We're not here to argue which is right or which is wrong, just to simply highlight and focus attention on the awareness of the differences to see if there are any suggestions out here as to how we could arrive at a better delivery system. We don't have the answers. I think the answers are best found collectively—I quite agree with you, Ernie—by working together, where there are differences, to try to meet the middle road.

Mr. Cote: Further to that, I think there has to be goodwill on both sides—your idea of always trying to raise the issue and throwing the ball into our court and asking what this really means.

When the signing of the treaties took place, the treaties stated that the welfare of the people would be looked after. Welfare included everything then—education, health, housing. But now the government is saying, no, they didn't include all those. At the time of the signing of the treaties, the older people understood. The guys I call the scouts, who you used to negotiate the treaties with the Indian people, they made it sound so good because they understood the language. They understood whatever treaty came into being from the east. If it was with the Ojibways, the scouts, the half-breeds at that time, understood the language. That's how they explained it to the Indian people—that you will have all these goods for the balance of your life, for your children, your grandchildren, and future generations. That is how they were told to explain it to the Indian people, that the government would look after Indian people for all the land they surrendered.

Now you are saying, oh no, we didn't promise you people that, and we claim that the welfare of the Indian people meant housing, education, medical services, and income tax, of course.

The Chairman: I sense what you are saying. I hate to use this example, but it is the only one I can think of: are we talking about Chevy services or Cadillac services, or something in between? It would be nice even if we could get a Chev.

Mr. Cote: What did we give you?

The Chairman: I'm not sure yet.

Mr. Cote: We gave you the best of everything. You took . . . you raped and reaped all of the rich resources from this country, so it has to be a Cadillac.

The Chairman: Okay, so as long as we understand that. Now I know your starting position.

Notre rapport sera pareil, parce que nous avons vu exactement ce que vous décrivez. Nous avons vu une collectivité qui était étalée le long d'une route autour de toute une baie. Mon Dieu, le coût des services dans cette localité, avec 300 ou 400 personnes dispersées sur 3½ milles—c'est tout simplement exorbitant. Pourtant, elles doivent avoir droit au chauffage au mazout, à l'éclairage électrique et à l'eau courante. Mais s'ils y en a d'autres qui sont disposés à vivre à 50 pieds de distance les uns des autres, le même montant par logement permettra d'offrir bien plus de services.

Nous ne sommes pas là pour dire ce qui est bon ou mauvais; il s'agit tout simplement d'attirer l'attention sur les différences et de les souligner pour voir dans quelle mesure on pourrait en arriver à un meilleur système d'exécution. Nous n'avons pas les réponses; on obtient les meilleures réponses en travaillant collectivement—je suis tout à fait d'accord avec vous, Ernie—en travaillant ensemble, pour essayer de trouver le juste milieu lorsqu'il y a des différences.

M. Cote: En outre, je pense que la bonne volonté doit venir des deux côtés—vous essayez toujours de soulever la question et de lancer la balle dans l'autre camp pour nous demander ce que cela signifie exactement.

Lorsqu'on les a signés, les traités stipulaient que le gouvernement doit assurer le bien-être des autochtones. À l'époque, le mot bien-être comprenait tout: l'éducation, la santé et le logement. Maintenant, le gouvernement dit qu'il n'en est rien. Au moment de la signature des traités, les aînés ont compris. Ceux que j'appelle les éclaireurs, qui négociaient les traités avec la population indienne, leur ont donné une apparence si agréable parce qu'ils comprenaient la langue. Ils comprenaient tous les traités qui avaient été conclus à partir de l'est. Si c'était avec les Ojibways, les éclaireurs, les sang-mêlé à l'époque, comprenaient la langue. Ils expliquaient aux Indiens que, pendant toute leur vie, ils bénéficieraient de ces avantages, de même que leurs enfants, leurs petits-enfants et les générations futures. C'est ce qu'on leur avait demandé d'expliquer au peuple indien, c'est-à-dire que le gouvernement s'occuperait des Indiens en échange de toutes les terres qu'ils avaient cédées.

Maintenant, vous dites: oh non, nous ne vous l'avons pas promis; et nous estimons que le bien-être du peuple indien signifiait le logement, l'éducation, les services médicaux et, bien entendu, l'impôt sur le revenu.

Le président: Je comprends ce que vous dites. À mon corps défendant, je vais utiliser la seule analogie qui me vient à l'esprit: voulez-vous des «services Chevrolet», des «services Cadillac», ou quelque chose entre les deux? Un service Chevrolet, ce n'est déjà pas mal.

M. Cote: Qu'est-ce que nous vous avons donné?

Le président: Je ne le sais pas encore.

M. Cote: Nous vous avons donné le meilleur de tout. Vous avez pris . . . vous avez violé et pillé toutes les ressources de ce pays; par conséquent, il nous faut un service Cadillac.

Le président: Bon, c'est compris. Maintenant, nous connaissons votre position de départ.